Le métier d'intendant en France et en Nouvelle-France au XVIII^e siècle

Sébastien Didier

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/abpo/4917>

DOI : 10.4000/abpo.4917

ISBN : 978-2-7535-8021-3

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 décembre 2019

Pagination : 236-237

ISBN : 978-2-7535-8019-0

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Sébastien Didier, « *Le métier d'intendant en France et en Nouvelle-France au XVIII^e siècle* », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 126-4 | 2019, mis en ligne le 22 janvier 2020, consulté le 05 janvier 2023. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/4917> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/abpo.4917>

---

tal entre la Normandie et Paris dans le but de développer et diversifier leurs affaires (exemple de la traite négrière). L'identité de la famille, en perpétuel mouvement, est étudié au prisme de ses propriétés (sièges sociaux, espace résidentiels) et de la culture matérielle (caves à vin, collection de tableaux). Une véritable mise en scène organise la vie sociale au travers de la situation des propriétés dans l'espace urbain ou la culture du luxe. Les trajectoires sociales ne sont pas uniquement liées avec le monde des affaires, plusieurs membres préférant choisir l'Église, le parlement ou les offices. À partir de 1789, des Le Coulteux participent à la vie politique nationale. La stratégie familiale repose sur la volonté de maintenir et fortifier la domination sociale de la dynastie. Les efforts pour intégrer la noblesse ne sont qu'un élément parmi d'autres de cette stratégie d'investissement social.

L'ouvrage de Richard Flamein nous présente l'univers mouvant d'une bourgeoisie aux « identités multiples », un univers social beaucoup plus fluide qu'on l'imagine habituellement.

Pierrick POURCHASSE

OUELLET, Marie-Eve, *Le métier d'intendant en France et en Nouvelle-France au XVIII^e siècle*, Québec, Septentrion, 2018, 392 p.

« Si l'apport d'un tel projet comparatif à l'histoire de la Bretagne et de Tours ne fait pas de doute, l'objectif n'est pas de conduire une analyse parfaitement symétrique des trois intendances, mais plutôt d'analyser l'intendance canadienne à la lumière de ses homologues des généralités pour observer la formation d'un tronc commun comme l'émergence de spécificité » : M.-E. Ouellet expose ainsi clairement l'objectif de sa thèse de doctorat dès l'introduction (p. 26). En analysant les intendances de l'Ouest français, elle décroïsonne l'histoire coloniale avec une histoire atlantique et intègre l'étude de la Nouvelle-France à l'histoire des institutions françaises. En 1981, dans *Un mythe de l'absolutisme bourbonien*, F.-X. Emmanuelli accordait déjà un chapitre aux intendances coloniales. Malgré tout, l'analyse de M.-E. Ouellet est pionnière par sa méthode comparative assise sur « un corpus formé des mêmes sources de part et d'autre de l'Atlantique » (p. 29). Malheureusement pour les lecteurs des ABPO, son objectif n'est pas d'étudier les intendances de Rennes et de Tours.

Le métier d'intendant est considéré dans son essence au-delà des particularismes provinciaux. La mise en parallèle ne sert pas à distinguer une intendance de pays d'États plutôt administrative et financière, une intendance de pays d'élections plutôt fiscale et une intendance coloniale fortement judiciaire. Pour l'auteur, le rôle de l'intendant du Canada n'est pas particulier. Au contraire, il conserve les fondements de la fonction. Elle démontre que « l'intendant est un juge dont les pratiques et les conceptions sont de nature juridique » (p. 363). Ainsi s'oppose-t-elle au concept d'État militaro-fiscal. Elle s'intéresse à l'esprit de justice de la monarchie et retrouve les origines juridiques du pouvoir royal dans les papiers des intendances du début du XVIII^e siècle.

Plus que son métier au sens large, M.-E. Ouellet étudie les outils procéduraux de l'intendant. Elle en propose une analyse méthodique avec une démarche presque étymologique. L'avis, le mémoire, la requête, l'ordonnance et le projet d'arrêt du Conseil utilisés quotidiennement par tous les intendants méritent d'être considérés comme objets et pas seulement comme sources. L'ouvrage témoigne et transmet en effet le goût de l'archive de M.-E. Ouellet. Désormais conseillère en patrimoine culturel à Québec, elle travaille depuis plus de dix ans à la mise en valeur du patrimoine québécois. Par de longues citations et de nombreuses photos, ce livre poursuit cette vocation. Il sublime l'archive et l'intègre à la réflexion. Peut-être inspiré de la thèse de G.-G. Marion, l'usage de frontispices d'ordonnances pour marquer chacun des chapitres n'est pas seulement décoratif. Il signale la prépondérance de l'archive.

Une thèse diplomatique peut paraître austère. Il n'en est rien. Sa version originale dirigée par T. Wien et P. Hamon et soutenue en 2014 à l'Université Rennes 2 et à l'Université de Montréal est déjà très accessible. D'ailleurs les adaptations du texte sont très marginales. Même l'appareil critique est conservé. L'édition ajoute un index très pratique et une présentation plus lisible. Régulièrement, des encadrés mettent l'accent sur la définition des concepts clefs : généralité, monarchie administrative, ordonnance. Cet ouvrage réussit le défi de transmettre un texte universitaire au grand public. Il prend, pour se faire, une liberté en couverture et fait passer l'alderman de Londres, gravé par W. Hogarth en 1747 dans sa robe bordée de fourrure, pour un intendant du roi de France. Cette petite entorse historique lui vaut peut-être un article dans *Le devoir* un des cinq journaux les plus lus au Québec. En France, l'ouvrage pourrait revaloriser l'intendance moins connue du grand public et de l'histoire scolaire.

Son apport historiographique n'est pas des moindres non plus. M.-E. Ouellet corrige le regard porté sur les sources de l'intendance en France et au Canada. Elle crée un point de rencontre aux deux historiographies et apporte au débat une position claire et tranchée. Peut-être, d'ailleurs, pouvons-nous regretter qu'il n'y ait pas plus de nuances et de questionnements. L'analyse s'appuie essentiellement sur les travaux récents des historiens du droit C. Glineur et S. Evrard. Elle laisse peu de places aux précédentes études, ignorant les travaux essentiels de F.-X. Emmanuelli. Elle montre bien la culture et la légitimation juridique commune aux intendants par l'examen de leurs outils. Mais leur usage ne l'intéresse pas. Il est donc peu question des objectifs, des postures et des métiers d'intendants dans leur province. Le danger est de forger l'image d'intendants prisonniers d'un carcan procédural.

Finalement, cet ouvrage documente très peu sur l'intendance de Tours et les pays d'élections. Il instruit un peu sur la Bretagne et s'appuie sur des études de pays d'États. Il questionne surtout l'intendance canadienne en lui redonnant sa place aux côtés des intendances métropolitaines.

Sébastien DIDIER